



Paris, le 04 novembre 2013

**Sébastien SIHR**  
Secrétaire Général

À

**Monsieur Vincent PEILLON**  
Ministre de l'Éducation Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Notre pays s'est donné une priorité pour l'éducation : l'école primaire. Enfin ! C'est une nécessité. Pour lutter contre un échec scolaire insupportable et trop souvent lié à l'origine sociale, notre école doit se donner les moyens d'agir dès les premières années de la scolarité. Personne ne peut se résigner à ce que 20 % des élèves arrivent en 6ème avec de grandes difficultés.

« Priorité au primaire » : le slogan sonne juste. C'est dire si nous souhaitons sa réussite. Pourtant, aujourd'hui, Monsieur le ministre, nous vous lançons une alerte. Voilà trop longtemps que les enseignants s'engagent pour leurs élèves sans compter leurs heures, avec des effectifs trop importants dans leurs classes, avec de faibles salaires et des moyens largement insuffisants, qui font de notre école primaire française une anomalie européenne. Nous ne voulons pas que cette priorité sonne creux. Ce que nous voulons, c'est la mise en œuvre des mesures qualitatives pour l'école et les conditions de travail des enseignants. Des priorités claires, inscrites dans la durée, et soutenues par un budget à la hauteur des ambitions affichées. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque les créations de postes sont avant tout consacrées à absorber la hausse démographique encore prévue à la rentrée prochaine.

N'oubliez pas que l'enjeu pour notre école, c'est bien la réussite de tous les élèves. Et les vraies questions sont les contenus d'enseignement, la pédagogie dans la classe, l'éducation prioritaire, la formation continue... Personne ne croit que l'on va résoudre l'échec scolaire en faisant uniquement revenir les enfants le mercredi matin à l'école. Et pourtant, tant que vous n'apporterez pas de réponse sur ce dossier des rythmes qui rencontre des difficultés objectives de mise en œuvre, toutes les autres mesures pédagogiques seront étouffées. Nous ne pouvons pas continuer ainsi.

Les comités de suivi des rythmes ont montré leurs limites. Maintenant, il faut se remettre autour de la table. Il s'agit de réécrire le décret afin de rendre possibles de nouvelles organisations de la semaine, adaptées à la maternelle, aux réalités locales et aux besoins professionnels des enseignants, tout en maintenant des journées scolaires raccourcies et mieux réparties sur la semaine ou sur l'année. La possibilité, par exemple, de libérer des demi-journées dans la semaine, de dégager des mercredis matins, d'accueillir les élèves quatre jours par semaine en raccourcissant les vacances doit être étudiée. Monsieur le ministre, ouvrir le dialogue avec la communauté éducative, sans attendre, est absolument nécessaire pour préparer sereinement la rentrée prochaine.

La priorité au primaire doit aussi se concrétiser par des améliorations des conditions d'exercice du métier au service de la réussite des élèves. Nous plaidons pour que soient davantage reconnus dans le temps de service des enseignants la relation aux familles et le travail en équipe. Dans ce cadre, votre récente annonce concernant la réduction du temps d'enseignement des enseignants exerçant en Education prioritaire doit se concrétiser, dès la rentrée prochaine, pour le primaire.

De la même manière, nous demandons une montée en charge du « plus de maîtres que de classes ». 300 postes sont programmés pour 2014 : tant mieux pour les écoles qui en bénéficieront, mais cela ne suffira pas à enclencher la grande transformation dont notre école a besoin.

De la même manière, la formation continue ne peut pas rester aux abonnés absents. Vous n'avez annoncé aucune amélioration avant 2015. C'est bien trop lointain et ne peut se faire après la parution des nouveaux programmes. C'est maintenant que les enseignants ont besoin de revivifier leur métier en accédant à de nouvelles connaissances professionnelles qui profiteront aux élèves les plus fragiles. Nous ne changerons pas l'école sans une formation continue solide, nourrie par les résultats de la recherche.

Dans le même temps, nous souhaitons que les groupes de travail sur la direction d'école, les RASED, les formateurs, qui vont s'ouvrir prochainement, débouchent sur des avancées significatives.

Enfin, nous vous demandons expressément de répondre au sentiment de malaise qui grandit chez les enseignants des écoles, renforcé par des conditions de travail dégradées, la persistance d'injonctions de toutes sortes et les difficultés de « faire école ». "Caporalisme" et injonctions doivent cesser. C'est de confiance dont ont besoin les enseignants, pas de contrôles tatillons sur la mise en place des APC ou sur le contenu des 108 heures. Les enseignants doivent consacrer leur énergie à l'action pédagogique au service de la réussite de tous leurs élèves.

La priorité au primaire se joue maintenant. Budget, rythmes, conditions de travail, éducation prioritaire, formation continue, ... il y a des urgences qui ne peuvent plus attendre. C'est pour ces raisons que nous lançons une première étape de mobilisation pour l'école primaire. Nous appelons les enseignants des écoles à participer à une quinzaine nationale d'actions dans les départements du 4 au 20 novembre et à un rassemblement national de délégations départementales devant le ministère le 20 novembre. Aujourd'hui, monsieur le Ministre, nous attendons des réponses concrètes pour que la priorité au primaire ne soit pas un vain mot.

Nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.



Sébastien SIHR